

# Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et Jean-Claude Juncker, Premier ministre du Grand-Duché de Luxembourg, notamment sur les relations franco-luxembourgeoises et sur le budget de l'Union européenne, à Paris le 12 février 2013.

LE PRÉSIDENT : « Mesdames et Messieurs, j'ai accueilli avec beaucoup de plaisir Jean-Claude JUNCKER, le Premier ministre du Luxembourg : pays ami, dirigeant ami et avec lequel nous avons de grandes convergences de vues sur l'ensemble des questions, que ce soit sur le plan bilatéral, que ce soit sur le plan européen ou que ce soit sur le plan international.

Commençons pas les questions bilatérales. Nous les avons évoquées. Le Luxembourg accueille de nombreux Français qui viennent y travailler. Nous avons sûrement encore des améliorations à produire pour leur protection sociale, pour la santé, pour les retraites. Nous avons là une très bonne collaboration.

Sur le plan bilatéral aussi, en terme d'infrastructure, nous travaillons à des liaisons communes et nous avons aussi à faire en sorte qu'il y ait une très bonne coopération entre le Luxembourg et la région Lorraine. Je remercie le Premier ministre pour tout ce qu'il fait dans cette direction.

Sur le plan européen, nous siégeons à la même table du Conseil européen. Jean-Claude JUNCKER y apporte sa grande expérience : je ne dirai pas depuis combien de temps il y siège, y travaille et y parle. Je dois dire que sur l'accord que nous avons trouvé vendredi dernier, nous sommes nous-mêmes convaincus que c'était un accord dans le contexte que nous connaissions, dans la circonstance que nous traversons le moins mauvais qu'il soit possible de trouver. Notamment en terme de volume de dépenses 960 milliards d'euros en terme de soutien à la croissance puisque Jean-Claude JUNCKER avait défendu avec moi le « pacte de croissance » au mois de juin dernier et également en terme de maintien de la politique agricole commune puisque la France avait là-dessus des intérêts et en même temps des objectifs à affirmer.

Sur le plan européen, nous sommes aussi conscients que nous devons, au cours de cette année 2013 qui sera encore difficile soutenir autant qu'il sera possible la croissance. Nous y travaillons avec la même opiniâtreté.

Sur la question internationale, je voudrais remercier le Luxembourg pour ce qui est fait, non seulement en terme de soutien politique de notre intervention au Mali, mais d'accompagnement puisque le Luxembourg, à la fois en terme d'aide, en terme de présence, nous permettra d'avoir le bon accompagnement de ce que l'on appelle la MISMA et la mission européenne de soutien et de formation de l'armée malienne.

Enfin, je rappelle que le Luxembourg siège au Conseil de sécurité des Nations Unies et que nous aurons à travailler sur l'opération de maintien de la paix qui suivra ce que nous avons déjà engagé au Mali.

Voilà, pour toutes ces raisons, j'ai été tout à fait heureux d'accueillir Jean-Claude JUNCKER. Je sais qu'il va maintenant se rendre auprès de Jean-Marc AYRAULT pour encore approfondir les questions que je viens d'aborder. C'est un partenaire, c'est un ami. Je considère qu'il a beaucoup fait pour l'Union européenne, pour l'Eurogroupe. Il en était le Président jusqu'à ces dernières

heures et je voudrais lui dire toute notre reconnaissance pour l'action qu'il a conduite au sein de l'Europe et qu'il continue de mener au sein de l'Union européenne ».

LE PREMIER MINISTRE : « « Merci, M. le Président. C'est avec une grande joie qui frise le bonheur que je me suis rendu à Paris. Pour un premier ministre luxembourgeois, être reçu à l'Élysée constitue toujours un grand événement. Nous disons du Luxembourg qu'il est « la petite France de l'étranger ». Je ne me sens pas à l'étranger lorsque je suis à Paris.

Nous avons évoqué, le Président et moi, outre les problèmes bilatéraux il faut dire que d'une façon générale les relations entre les deux pays sont excellentes un certain nombre de sujets européens.

Nous avons passé en revue les récents accords budgétaires dont nous avons décidé les principes jeudi et vendredi derniers. Je dois dire que sur l'essentiel et en dépit d'une légère déception, puisque ce budget n'a pas le profil de toutes les ambitions que l'Europe doit avoir que nous sommes satisfaits de l'accord qui fut trouvé. Parce que nous ne voulons pas, comme d'autres l'ont fait, nous déclarer vainqueurs car cela présupposerait qu'il y aurait également eu des vaincus. Sur l'essentiel des positions qui étaient françaises et luxembourgeoises, presque partagées par les deux pays, nous avons eu, comme dirait l'autre, gain de cause.

Or l'essentiel n'était pas là. L'essentiel était de conclure un bon accord budgétaire pour une période de sept années. La PAC a été préservée dans son ensemble. Les éléments de croissance, qui reposent sur l'initiative de François HOLLANDE de juin dernier, ont trouvé une traduction budgétaire dans le cadre des perspectives que nous avons dégagées. Il y a la prise en compte du douloureux problème du chômage des jeunes, les instruments de solidarité ont été grosso modo préservés puisque les politiques de cohésion pourront fonctionner comme elles le firent auparavant.

Nous avons évoqué les problèmes gravitant autour de la zone euro pour nous reconformer que, oui la rigueur budgétaire est une option qu'on ne peut pas écarter mais que les politiques de croissance ont la même importance.

Sur le Mali, je dois dire ici à Paris et en présence du Président que nous admirons, non pas de loin mais de tout près, l'action qui est celle de la France, action courageuse puisqu'elle implique non seulement la mise à disposition de matériels mais également de soldats. Les pays qui n'ont pas de soldats engagés sur les théâtres de conflits ne savent pas la responsabilité de celui qui est le chef des armées. Je pense personnellement qu'en intervenant comme elle la fait au Mali et au nom de ses principes et de ses valeurs, la France a aussi permis à l'Europe de donner d'elle-même une expression en Afrique qu'elle n'aurait pas sans la France. Nous continuerons à appuyer la France pour tout ce qui concerne le Mali ».

QUESTION : « Vous avez tous les deux dénoncé ces derniers jours, un euro trop fort. Il semble que vous ayez reçu une fin de non-recevoir de l'Allemagne. Est-ce que l'Europe est condamnée à avoir une devise surévaluée, est-ce que nous avons perdu la guerre des devises sans même l'avoir menée ?

Ensuite, M. le Président vous avez plaidé à Strasbourg pour un objectif de change à moyen terme pour le euro, mais il semble aussi que cet objectif soit exclu par le communiqué que le G7 vient de diffuser. Je voulais vous demander à tous les deux si vous réitérez tous les deux, l'objectif d'avoir un taux de change à moyen terme pour le euro ».

LE PREMIER MINISTRE : « Oui, il est sage pour au moins les Premiers ministres je ne parle pas de la sagesse présidentielle de ne pas s'exprimer sur les niveaux adéquats des taux de change. La Banque centrale européenne, elle, n'a pas un objectif de taux de change. Mais il faut, à la vérité, dire qu'il ne faut pas tout de même négliger tout ce qui se passe en matière de relations monétaires entre les grands ensembles qui constituent la communauté monétaire internationale. Il n'y a pas un taux de change optimal pour le euro mais nous devons avoir à l'il les comportements des autres qui sont concurrents directs. Moi, je ne plaiderai jamais pour une dévaluation interne de leuro mais il serait naïf de ne pas voir ce qui, d'une façon visible, se joue sous nos yeux ».

LE PRÉSIDENT : « Vous avez évoqué une déclaration du G7 qui met en garde la communauté internationale par rapport à des dévaluations compétitives. Nous devons donc faire en sorte que

ies monnaies ne soient pas instrument de carts de competitivité qui ne seraient pas réels mais qui seraient simplement monétaires. Nous devons faire en sorte que les parités ne soient pas utilisées à des fins commerciales ».

LE PREMIER MINISTRE : « Je persiste à croire que les taux de change doivent refléter les données économiques fondamentales. Elles le font parfois insuffisamment ».

QUESTION : « Bercy annonce une révision des perspectives de croissance la semaine prochaine, vraisemblablement à la baisse. Je voudrais savoir d'abord si vous, M. le Président, vous en tirez des conséquences sur la politique à mener dans les prochains mois, soit pour respecter le critère des 3% en fin d'année, soit pour soutenir la croissance comme vous l'avez dit. Plus généralement, est-ce que tous les deux vous estimez qu'il est temps, peut-être, de desserrer un peu la contrainte budgétaire pour soutenir la croissance en 2013 ? »

LE PREMIER MINISTRE : « On ne combat pas la dette publique en l'augmentant et on ne lutte pas contre les déficits en les élargissant. Je crois qu'il faudra maintenir la rigueur budgétaire sans oublier les éléments de croissance qui revêtent la même importance.

Rigueur ne veut pas dire austérité absolue. Rigueur ne veut pas dire que l'on fasse des économies là où les économies pourraient nuire à la reprise économique. Tout est donc objet de mesure, de calibrage et de bon dosage ».

LE PRÉSIDENT : « Nous, en France, nous avons maintenant depuis plusieurs mois un principe de vérité. C'est-à-dire que nous affichons des objectifs de croissance en fonction de ce que nous pensons être la réalité économique prévisible. A chaque fois, nous avons réajusté nos objectifs de croissance lorsque nous avons eu ces confirmations. Nous le ferons donc dans les prochains jours si c'est nécessaire. Il ne sert à rien d'afficher des objectifs s'ils ne peuvent pas être atteints.

En revanche, nous devons tout faire pour que dans l'année 2013 nous ayons le sérieux budgétaire sur lequel nous sommes engagés, mais que nous ayons aussi une volonté de préserver l'activité. C'est en fonction de ces deux exigences exigence de sérieux, exigence d'emploi et d'activité que nous aurons à faire les choix liés à cette perspective de croissance ».

QUESTION : « Petite question sur MITTAL. MITTAL ne sera pas présent à la réunion ministérielle à Bruxelles. Est-ce que vous en avez discuté ? La France et le Luxembourg peuvent-elles mener une action de concert sur ce dossier ?

LE PRÉSIDENT : « Nous en avons discuté, oui, et nous allons continuer à en parler, je le confirme ».

LE PREMIER MINISTRE : « Il y a entre la France et le Luxembourg et notamment au niveau de ses bassins sidérurgiques, une solidarité de fait. Évidemment, nous en avons parlé, pas pour la première fois aujourd'hui, de l'avenir de la sidérurgie européenne et notamment de celle qui concerne nos territoires respectifs. Nous restons en contact étroit, nous échangeons souvent sur ces questions. Il eût été plus facile au gouvernement français qu'aux Luxembourgeois de dialoguer avec M. MITTAL si il s'était rendu à un rendez-vous.

En règle générale, lorsque trois gouvernements se réunissent pour parler d'une entreprise, il est quelque peu inconvenable que le principal propriétaire de cette entreprise ne soit pas présent. Mais on le verra parce qu'on le trouvera ».

LE PRÉSIDENT : « Vous avez votre réponse : il sera trouvé. Mais avant, je dois dire que nous devons veiller à travailler ensemble Belges, Luxembourgeois, Français pour éviter que MITTAL, en l'occurrence, utilise les relations bilatérales pour dire à chacun ce qu'il veut entendre. Ce qui compte, c'est ce qui peut être fait sur l'ensemble de la sidérurgie européenne qui concerne notamment nos trois pays. Merci à vous. A bientôt ».